

Bruxelles, le 30 mars 1989

432

NOTE BIO (89) 103 AUX BUREAUX NATIONAUX
CC. AUX MEMBRES DU SERVICE DU PORTE-PAROLE

Rendez-vous de midi et réunion de la Commission - 30. 3. 1989
(C.D. EHLERMANN)

Pour ce qui est des travaux de la Commission de ce matin,

- la Commission a approuvé une proposition au Conseil qui s'inscrit dans la campagne de lutte contre le cancer. Il s'agit de l'harmonisation de la publicité par la presse ou par voie d'affiches pour les produits de tabac (Note P-11).

- Mettant en oeuvre l'approche retenue lors de ses délibérations du 8 mars 1989 (voir note IP-141), la Commission s'est penché sur le "Kohlepfennig" allemand, une taxe parafiscale destinée à compenser, au moins partiellement, la différence entre le prix du charbon indigène, plus cher, et le prix du pétrole ainsi que du charbon importé. Il s'agit en fait d'une aide au charbon pour laquelle la Commission approuve les montants suivants:

- = pour 1987: 684 millions de DM comme montant compensatoire supplémentaire et

- = pour 1988: 4.700 millions de DM comme montant compensatoire

à verser aux producteurs d'électricité pour pouvoir acheter le charbon allemand.

La Commission demande au gouvernement allemand de lui présenter, en automne prochain, un plan de réduction de ces aides qui devrait s'échelonner jusqu'au 31 décembre 1993. Elle a également invité les autorités allemandes de lui présenter un plan de restructuration, de rationalisation et de modernisation de l'industrie houillère en vue de faciliter les adaptations nécessaires des régions charbonnières. Comme il résulte de la note IP-141, il s'agit d'une action qui s'inscrit dans un examen de l'ensemble des mesures de soutien au charbon dans la Communauté.

- Toujours concernant le charbon allemand, la Commission a en même temps autorisé les accords d'approvisionnement de six entreprises sidérurgiques en combustibles solides par la RUHRKOHLÉ AG ("Hüttenverträge") dont l'expiration est fixée au 31 décembre 1997.

(Documents IP-203 et IP-204).

- Par contre, la Commission n'a pas encore examiné le "Jahrhundertvertrag" qui couvre les achats de charbon allemand par les producteurs d'électricité.

- En matière d'infractions, la Commission a décidé de saisir la Cour de Justice dans un litige qui l'oppose à la France, à

l'Italie et à la Grèce concernant les restrictions opérées par ces Etats membres à la libre circulation des guides touristiques qui accompagnent des "tours fermés" (IP-202).

Amitiés,


C.D. EHLERMANN

Documents diffusés:

Les documents mentionnés dans le texte +

- IP-201 Aide d'urgence en faveur du Malawi
- 1 décision article 115 conc. l'Espagne: machines à coudre - Corée du Sud et Chine